

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES



Établissement public à caractère administratif (EPA) :

Siège :

Office Français de la Biodiversité
12, Cours Louis Lumière
94300 Vincennes

Direction générale déléguée Ressources – Direction des Finances :

Service Commande Publique
5, rue Saint Thibault – Saint Benoist – 78610 AUFFARGIS
Téléphone : 01 30 46 60 00 – Télécopie : 01.30.46.60.60

OBJET DE LA CONSULTATION :

Conception, développement, déploiement et maintenance du produit BioDash : tableau de bord des dispositifs de surveillance de la Biodiversité à l'échelle Nationale et Européenne

MARCHE CONCLU SELON LA PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT

Selon les dispositions législatives et réglementaires
du code de la commande publique du 1er avril 2019 (CCP)
(Articles L2124-2, R2124-2 1° et R2161-2 à R2161-5)

Marché n° 2025-67

SOMMAIRE

1.1 OBJET DU MARCHÉ	3
1.2 ALLOTISSEMENT	3
1.3 PROCEDURE, FORME ET MONTANT DU MARCHÉ	3
1.4 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE	4
ARTICLE 2 : DURÉE – DELAIS D'EXECUTION	4
2.1 DUREE DE L'ACCORD-CADRE	4
2.2. DELAI D'EXECUTION	4
2.3. PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION	5
ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES	5
ARTICLE 4 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
4.1. CONTENU DES BONS DE COMMANDE	5
4.2. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
4.3. REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	6
4.4. REMPLACEMENT DES INTERVENANTS	6
4.5. OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE	6
4.6. VERIFICATION ET ADMISSION	7
ARTICLE 5 : PRIX	8
5.1 NATURE DES PRIX	8
5.2 CONTENU DES PRIX	8
5.3 CLAUSE DE REEXAMEN	9
5.4 VARIATION DES PRIX	9
5.5 CLAUSE DE SAUVEGARDE	10
ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT ET DE FACTURATION	10
6.1 PAIEMENT	10
6.2 AVANCE	10
6.3 ACOMPTE	11
6.4 MODALITES DE FACTURATION	12
6.5 CESSIION OU NANTISSEMENT DE CREANCE	12
6.6 RETENUE DE GARANTIE	13
ARTICLE 7 : PENALITES	13
7.1 CALCUL DES PENALITES	13
7.2 PENALITE DE RETARD	13
7.3 PENALITES D'INDISPONIBILITE / ANOMALIE BLOQUANTE	13
7.4 PENALITES RELATIVES AUX PRESTATIONS DE MAINTENANCE DES ANOMALIES NON BLOQUANTES	13
7.5 PENALITE POUR ABSENCES AUX REUNIONS	13
7.6 MISE A JOUR DES DOCUMENTS	13
7.7 PENALITE DE RETARD POUR LA LEVEE DES RESERVES / DELAIS DE GARANTIES	14
7.8 PENALITES POUR TRAVAIL DISSIMULE	14
ARTICLE 8 : SOUS-TRAITANCE	14
ARTICLE 9 : OBLIGATIONS DES PARTIES CONTRACTANTES	15
9.1 OBLIGATIONS DU TITULAIRE	15
9.2 OBLIGATIONS DE L'OFB	15
ARTICLE 10 : LANGUE	15
ARTICLE 11 : PROPRIETE INTELLECTUELLE ET PATRIMONIALE	15
ARTICLE 12 : RESILIATION	16
ARTICLE 13 : ATTESTATIONS FISCALES ET SOCIALES, TRAVAILLEURS ETRANGERS	16
ARTICLE 14 : EVOLUTIONS DE LA SOCIETE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	16
ARTICLE 15 : ASSURANCES	16
ARTICLE 16 : DIFFERENDS	17
ARTICLE 17 : DEROGATION AU CCAG-TIC	18

ARTICLE 1: OBJET ET FORME DU MARCHE

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la conception, le développement, la mise en œuvre et la maintenance d'un tableau de bord numérique BioDash, destiné à la surveillance et à l'évaluation de la biodiversité à l'échelle européenne.

Ce tableau de bord vise à :

- Centraliser, harmoniser et valoriser les données issues des dispositifs de suivi de la biodiversité et des services écosystémiques ;
- Faciliter l'interopérabilité avec les systèmes existants et assurer la pérennité technique et fonctionnelle de l'outil ;
- Soutenir les politiques publiques et les acteurs européens dans la prise de décision pour la conservation et la restauration de la biodiversité.

Le marché s'inscrit dans le cadre du partenariat européen Biodiversa+, contribuant à la mise en œuvre de la Stratégie européenne pour la biodiversité à l'horizon 2030.

La prestation se déroulera en deux phases :

- Phase 1, traitée à prix forfaitaire, relative à la conception, au développement et au déploiement du tableau de bord BioDash dans sa version MVP (Produit minimum viable).
- Phase 2, traitée à prix unitaire sur bons de commande, relative à la maintenance préventive, corrective et évolutive du tableau de bord BioDash.

Les prestations attendues sont explicitées au cahier des charges techniques particulières (CCTP).

1.2 Allotissement

Le marché n'est pas alloti, conformément aux articles L.2113-10 et L.2113-11 du Code de la commande publique, compte tenu du fait que l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes. En effet les différentes tâches s'articulent entre elles et sont interdépendantes.

1.3 Procédure, forme et montant du marché

La procédure de passation est l'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2 1° et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

Ce marché de technologie de l'information et de la communication (TIC), est un accord-cadre composite :

- Pour une partie des prestations (**Phase 1**) : il s'agit d'un **marché ordinaire, mono-attributaire** à prix global et forfaitaire qui relève des prestations énumérées à la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), annexée à l'acte d'engagement du marché.
- Pour l'autre partie des prestations (**Phase 2**) : Conformément aux dispositions des articles R2162-4, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique, la consultation donnera lieu à un **accord-cadre mono-attributaire** fixant toutes les stipulations contractuelles et s'exécutant par l'émission de **bons de commande** à partir du Bordereaux des Prix Unitaires annexé à l'acte d'engagement du marché et notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

L'accord-cadre est conclu selon les montants minimum et maximum suivants sur la durée du marché :

Montant minimum	Montant maximum
Sans	700 000 € TTC

incluant la part forfaitaire qui sera celle de l'offre financière de l'attributaire sur la mission de la phase 1.

1.4 Clause environnementale et sociale

L'objet même du marché est environnemental pour les raisons suivantes :

- La prestation principale (développement du tableau de bord BioDash) est directement liée à la surveillance et la conservation de la biodiversité.
- Les objectifs stratégiques et communautaires renforcent la finalité environnementale.
- Ce n'est pas une simple exigence environnementale intégrée dans un marché informatique : l'outil est conçu pour répondre à un besoin environnemental fondamental.

CONCEPTION RESPONSABLE DES SERVICES NUMÉRIQUES :

Les prestations prennent en compte les enjeux de conception responsable des services numériques en cherchant à :

- Réduire la consommation énergétique engendrée par la conception et l'utilisation des services numériques, en réduisant en particulier la puissance informatique nécessaire au bon fonctionnement des services ;
- Concevoir des services numériques les plus accessibles possibles, en particulier pour les personnes porteuses d'un handicap, notamment visuel et auditif ;
- Garantir le respect de la vie privée des personnes.

Dans un souci de cohérence et d'exemplarité, le titulaire doit porter une attention pour prendre en compte les objectifs de développement durable dans l'exécution des prestations.

Le présent marché a prévu un critère de jugement « Démarche environnementale », aussi le titulaire devra mettre en œuvre sa proposition qui aura dès lors, vocation de clause, en phase exécution du marché.

ARTICLE 2 : DURÉE – DELAIS D'EXECUTION

2.1 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée à **compter de sa notification pour une durée de 48 mois**. Il n'est pas reconductible.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

2.2. Délai d'exécution

Les prestations devront être exécutées selon les délais et obligations de résultats prévues au CCTP et dans les délais intermédiaires définis par le pouvoir adjudicateur au sein des bons de commande.

Les **délais globaux** d'exécution de **chaque phase** sont les suivants

- **Phase 1** : à compter de la notification du marché et jusqu'au **29/01/2027**, correspondant à la date maximale de production du PV de **mise en ordre de marche (MOM)** du périmètre MVP du produit BioDash par le titulaire ;
- **Phase 2** : à compter de **l'admission des prestations de la phase 1** et jusqu'à la **fin de validité de l'accord-cadre**.

Les **délais intermédiaires** de **chaque phase** sont les suivants :

- **Phase 1** : Selon le planning prévisionnel du titulaire annexé à son offre, contractuel
- **Phase 2** : Les délais d'exécution spécifiques seront définis dans chaque bon de commande (en cas d'omission, un délai de 15 jours calendaires s'appliquera, à compter de sa notification).

Pour ce qui concerne les **prestations à forfait (phase 1)**, aucun bon de commande ne sera établi pour l'exécution des prestations. Elles débuteront à compter de la notification de l'accord-cadre.

2.3. Prolongation du délai d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 13.3 du CCAG-TIC, lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement :

- Les circonstances/causes du retard prévu,
- La date de survenance du fait générateur,
- Le délai supplémentaire demandé.

ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières, le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes,
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 dans sa dernière version à la date d'envoi à la publication de l'avis d'appel public à la concurrence relatif à la présente consultation et réputé connu par le titulaire,
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels avenants, postérieurs à la notification du marché,
- le mémoire technique du titulaire et ses éventuels précisions ou compléments apportés lors de la phase de passation.

Le CCAG est téléchargeable sur le site des ministères économiques et financiers : <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>.

Est réputé non écrite toute mention des documents établis par le titulaire contraire aux clauses de l'acte d'engagement, du présent CCAP, du CCTP ou CCAG-TIC.

Fait seule foi, les exemplaires originaux de l'AE et son annexe, du CCAP, du CCTP et du mémoire technique conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 4 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations sont exécutées conformément aux dispositions du CCTP.

Pour la **phase 2**, en amont de l'émission des bons de commande, le pouvoir adjudicateur transmet au titulaire un cahier des charges spécifiques à la prestation prévue (expression de besoin). Le titulaire doit produire dans les 7 jours calendaires un devis contenant les prix unitaires du BPU qu'il propose pour l'exécution de la prestation, ainsi que les volumes correspondants, pour répondre au besoin. Le pouvoir adjudicateur valide le devis avec l'émission du bon de commande correspondant ou échange avec le titulaire jusqu'à trouver un accord.

4.1. Contenu des bons de commande

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins par le moyen de bons de commande délivrés par le pouvoir adjudicateur et qui comporteront :

- la référence du marché, son objet et le **numéro du lot** concerné (le cas échéant) ;
- la désignation succincte des prestations attendues, rédigée conformément aux intitulés du BPU ;
- la quantité commandée ;
- les prix unitaires ;
- le montant total de la commande HT et TTC, la TVA ;
- le lieu et le délai de livraison ;
- les références de la Direction Régionale, pilote administratif du lot ;
- les références du service supportant la dépense ;
- le nom et les coordonnées du prestataire ;
- la date.

Chaque bon de commande est adressé par courrier électronique (avec demande d'accusé de réception par le titulaire) ou par courrier postal. Dans ce dernier cas, le titulaire vérifie que toute demande arrivant par courrier est bien une première demande et non une confirmation de courrier électronique.

Les personnes habilitées à signer les bons de commande sont celles habilitées par direction ou entité de l'OFB.

4.2. Lieu d'exécution des prestations

Les prestations décrites dans le CCTP sont effectuées sur les différents sites adaptés aux besoins.

Si nécessaire, les réunions physiques se dérouleront dans les locaux de l'OFB, ou autre site validé avec le titulaire de l'accord-cadre.

4.3. Réalisation de prestations similaires

Conformément à l'article R2122-7 du code de la commande publique, l'acheteur peut passer un marché de services sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire d'un marché précédent passé après mise en concurrence.

4.4. Remplacement des intervenants

La bonne exécution des prestations est placée sous la responsabilité du titulaire.

Le titulaire du marché présente dans son offre le(s) référent(s) et l'équipe avec laquelle il exécutera les prestations du marché.

Si le(s) référent(s), nommément désignés, ne sont plus en mesure d'accomplir leur tâche, le titulaire doit :

- En aviser, sans délai, le pouvoir adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- Proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai de 20 jours calendaires (par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-TIC) à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné ci-dessus.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-TIC, le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de 20 jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent.

Si le pouvoir adjudicateur récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'un nouveau délai de 20 jours pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par le pouvoir adjudicateur doit être motivée.

Les avis, propositions et décisions du pouvoir adjudicateur sont notifiés selon les modalités fixées à l'article 3. 1 du CCAG-TIC.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 50 du CCAG-TIC.

4.5. Obligations de confidentialité

Le candidat reconnaît que toutes les informations divulguées pendant la durée de la consultation demeurent la propriété exclusive de l'OFB et, par conséquent, le candidat reconnaît que toute divulgation non autorisée de cette information confidentielle par l'OFB peut causer des dommages sérieux à celle-ci.

Par conséquent, le candidat s'engage envers l'OFB afin de protéger ses intérêts, à :

- a) utiliser l'information divulguée uniquement aux fins pour lesquelles elle a été divulguée ;
- b) ne pas permettre à un tiers d'avoir accès à cette information sauf dans les cas où une divulgation de celle-ci s'avère nécessaire à la réalisation de l'objet de sa divulgation ;

- c) prendre toutes les mesures appropriées, lorsque la divulgation d'information à un tiers devient nécessaire, afin de protéger la confidentialité de celle-ci en requérant de la part du tiers un engagement de confidentialité visant à assurer le même régime de protection de cette information que celui prévu aux présentes ;
- d) prendre tous les moyens raisonnables appropriés pour limiter l'accès à ladite information.

Tous les documents et informations confiés ou diffusés au prestataire sont confidentiels, le prestataire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits et informations dont il pourra avoir connaissance au cours de l'exécution de sa mission et s'interdit toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable de l'OFB.

Conformément à l'article 5.1.3 du CCAG-TIC, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché.

Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Le non-respect de ces obligations relatives à la confidentialité peut entraîner une résiliation pour faute du présent marché.

4.6. Vérification et admission

Les prestations de la phase 1 (MVP) (partie forfaitaire) ainsi que chaque prestation de maintenance incluant du développement, phase 2 (partie unitaire sur bons de commande), feront **chacune** l'objet d'une vérification par toute personne habilitée par le pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 29 du CCAG-TIC, la mise en ordre de marche s'effectue au plus tard le :

- **29/01/2027, phase 1**
- **au dernier jour d'exécution du bon de commande concerné, phase 2.**

Le titulaire remet un procès-verbal, pour chaque mise en ordre de marche au pouvoir adjudicateur.

4.6.1. Vérification d'aptitude

La vérification d'aptitude a pour but de constater que les prestations présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans le CCTP/dans le bon de commande (pour la seule partie unitaire).

Par dérogation à l'article 33.2.1 du CCAG-TIC, la durée de la vérification d'aptitude est de :

- **15 jours calendaires maximum** (pour la partie forfaitaire) ;
- **15 jours calendaires maximum** (pour la partie unitaire) ;

à compter de la date de notification, par le titulaire, du procès-verbal de mise en ordre de marche au pouvoir adjudicateur.

A l'issue de cette période, si les vérifications sont positives, le pouvoir adjudicateur établit un procès-verbal de constat d'aptitude et procède ensuite à la vérification de service régulier. Si les vérifications d'aptitude sont négatives, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'ajournement ou de rejet conformément aux stipulations de l'article 34 du CCAG-TIC.

4.6.2. Vérification de service régulier

La vérification de service régulier a pour but de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation pour remplir les fonctions visées dans le CCTP/dans le bon de commande (pour la seule partie unitaire).

La régularité du service s'observe à partir du jour de la décision positive de vérification d'aptitude prise par l'acheteur, dans les délais suivants, par dérogation à l'article 32.4 du CCAG-TIC :

- **20 jours calendaires maximum** (pour la partie forfaitaire) ;
- **10 jours calendaires maximum** (pour la partie unitaire).

4.6.3. Admission

A l'issue de la vérification de service régulier, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 7 jours calendaires pour notifier par écrit au titulaire sa décision d'admission dans les conditions de l'article 33.2.2 du CCAG-TIC. Si à l'issue de ce délai, le pouvoir adjudicateur n'a pas notifié sa décision au titulaire, le résultat est considéré comme positif et les prestations sont réputées reçues.

4.6.4 Ajournement, réfaction, rejet :

Ces opérations d'ajournement, de réfaction et de rejet s'effectuent conformément aux articles 34.2 à 34.4 inclus du CCAG-TIC.

4.6.5 Présence du titulaire :

Par dérogation à l'article 30.3 du CCAG-TIC, le pouvoir adjudicateur n'informe pas le titulaire des jours et heures pour les vérifications.

4.6.6 Garantie(s) des prestations :

Les dispositions de l'article 36 du CCAG-TIC s'appliquent pour chaque phase.

Les dispositions des articles 14.2.1 à 14.2.6 du CCAG-TIC s'appliquent : Les délais de remise en service sont les suivants :

- pour toute anomalie bloquante, considérée comme de l'indisponibilité sous 24 heures (article 14.2.3 du CCAG-TIC).
- pour toute anomalie non bloquante (anomalie mineure n'interdisant pas le fonctionnement du produit), une demande sera transmise au titulaire qui devra corriger l'anomalie dans la version en cours ou dans la parution d'une nouvelle version sans que le délai de correction de l'anomalie ne dépasse 10 jours calendaires à compter de la notification de la demande du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 5 : PRIX

5.1 Nature des prix

Le présent accord-cadre est traité à prix mixtes, unitaires et forfaitaires. Il est établi en euros.

Les prix sont fixés dans l'acte d'engagement et dans ses annexes financières, le BPU (Bordereau de Prix Unitaires) et la DPGF (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire).

5.2 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations. De même, ils sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais de personnel, les frais de courrier, les frais de livraison éventuels, les charges, les fournitures, matériels et sujétions du titulaire. Les prix du titulaire devront comprendre les éventuels frais de déplacement, d'hébergement et restauration.

Le marché est rémunéré par :

- un prix forfaitaire à terme échu sur service fait pour les prestations de la phase 1,
- l'application des prix unitaires figurant au bordereau des prix unitaires (BPU) pour les prestations de la phase 2 sur bons de commande, à l'achèvement de chaque commande (service fait).

Le prestataire sera tenu de fournir, à tout moment de l'exécution, à compter de la remise des offres et jusqu'à l'admission des prestations, tout détail ou sous-détail de prix ou de décomposition plus précise, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

5.3 Clause de réexamen

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, le présent marché peut être modifié par **ordre de service établi par le pouvoir adjudicateur** dans les cas suivants :

- En cas de suppression, en cours d'exécution du contrat, d'un indice/index prévu pour l'actualisation/révision des prix indiquée au CCAP. Dans ce cas, si l'organisme émetteur de l'indice/index préconise un indice/index de substitution ce dernier s'appliquera. Dans le cas contraire, il appartiendra au pouvoir adjudicateur de définir celui qui sera applicable à compter de la disparition du précédent ;
- En cas d'ajout de nouveaux prix unitaires au marché qui doivent être impérativement liés à l'objet du marché et rattachés à une famille générique du BPU et ne pas entraîner de modification du montant maximum du marché ;
- Selon le cas prévu par l'article R2194-6 1° du code de la commande publique : En cas de décès ou d'incapacité civile du titulaire. Dans ce cas le représentant du pouvoir adjudicateur peut résilier le marché ou accepter sa continuation par les ayants droits ou le curateur, par dérogation à l'article 48.1 du CCAG-TIC, cette modification ne fera pas l'objet d'un avenant ;
- Selon le cas prévu par l'article R2194-6 2° du code de la commande publique : en cas de cession du marché, à la suite d'une opération de restructuration du titulaire initial, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence. Le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché public initial ;
- En cas de remplacement du mandataire du groupement, dans le cas prévu à l'article 3.5 du CCAG-TIC ;
- Ceux prévus, du CCAG-TIC, aux articles 5.2.2 « Protection des données à caractère personnel », 6.2 « Protection de la main d'œuvre et conditions de travail » et 7.2 « Protection de l'environnement » du CCAG applicable mais par dérogation aux articles 5.2.2, 6.2 et 7.2 du CCAG ces modifications ne feront pas l'objet d'un avenant.

5.4 Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur connues à la date de remise des offres.

Les prix :

- de la **phase 1** sont **fermes**.
- Initiaux de la **phase 2** seront **révisés**, afin de tenir compte de la variation des conditions économiques, à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, dans la limite d'une seule révision par période de 12 mois selon la formule suivante :

$$P = P_o * (I_n / I_o)$$

P : prix révisé

P_o : prix initial du marché

I_n : Valeur de l'indice connu à la date de la demande de révision des prix

I_o : Valeur de l'indice connu à la date de remise des offres (précisé à l'acte d'engagement).

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

L'indice (I) utilisé est celui publié par la fédération Syntec sous l'identifiant « Syntec » : <https://www.syntec.fr/indicateurs/indice-syntec>

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG-TIC, le coefficient est arrondi au millième supérieur¹.

La révision des prix doit faire l'objet d'une demande de la part du titulaire transmise par courriel au service financier, au plus tard un (1) mois avant la date anniversaire de notification de l'accord-cadre,

¹ Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur (ex : 1,0252 = 1,026 ou 1,0250 = 1,025).

à l'adresse mail suivante : revision-prix@ofb.gouv.fr, copie au service administratif du chef de projet désigné par l'OFB : dominique.brunet@ofb.gouv.fr. Cette demande de révision s'accompagne d'une nouvelle annexe financière actualisée incluant les éléments de calcul de la formule détaillée avec l'indice connu utilisé (ou les indices connus utilisés).

Passé ce délai, la demande de révision ne sera pas prise en compte.

L'annexe financière révisée doit faire l'objet d'un accord exprès du pouvoir adjudicateur par tout moyen dont un courriel avec accusé de réception.

La révision des prix ainsi acceptée est applicable aux bons de commandes signés à compter de la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre par une personne ayant reçu délégation à cet effet.

5.5 Clause de sauvegarde

Si l'évolution des prix à chaque période de révision est supérieure à 3%, l'Office Français de la Biodiversité (OFB) se réserve le droit de résilier la partie non exécutée du marché à la date d'application des nouveaux prix, dans les conditions prévues à l'article 12 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT ET DE FACTURATION

6.1 Paiement

Conformément à l'article R2192-10 du CCP, les sommes dues au(x) titulaire(s), sont payées dans un délai global de trente jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes, après service fait.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées : sur service fait après admission des prestations **pour les prestations forfaitaires comme unitaires**, ou par acomptes trimestriels (ou mensuels dans les conditions de l'article R 2191-22 du code de la commande publique) si le titulaire en formule la demande (article 6.3 ci-après).

Le mode de paiement choisi est le mandat administratif.

En cas de retard de paiement, les intérêts moratoires sont versés. Le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur (en vigueur au 1er jour du semestre) de la Banque centrale européenne (BCE) augmenté de huit points de pourcentage.

Par ailleurs, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement doit s'ajouter systématiquement aux intérêts moratoires, dus au créancier.

6.2 Avance

Dans le cas du présent accord-cadre composite, l'avance est accordée dans les conditions suivantes :

- une avance relative à la part forfaitaire (phase 1) est calculée conformément au 6.2.1 ci-dessous ;
- une avance pour la partie à bons de commande (phase 2) à prix unitaires est calculée conformément au 6.2.2 ci-dessous.

6.2.1 Partie forfaitaire d'un montant égal ou supérieur à 50 000 € HT

En application des articles L.2191-2 et L.2191-3 du CCP, une avance pourra être accordée au titulaire du marché et à son sous-traitant à hauteur de 5%.

Conformément à l'article A.11.1 du CCAG-TIC et conformément aux articles R.2191-4, R.2191-13 et R.2191-16, du CCP, lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens de l'article R.2151-13 du CCP, le montant de l'avance est porté à 30%.

Conformément à l'article R.2191-5 du CCP, le titulaire du marché ou son sous-traitant peut refuser le versement de l'avance. Il indique dans l'AE (ou le DC4 pour le sous-traitant) s'il accepte ou refuse le versement de l'avance.

En cas d'acceptation de l'avance, son montant est calculé selon les modalités de l'article R.2191-6 et suivants du CCP.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par celui-ci atteint 65 % de la phase 1 concernée. Le remboursement doit, en tout état de cause, être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations de la phase 1 concernée.

Si le titulaire qui a perçu l'avance, sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il doit rembourser la fraction de l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, alors même que le sous-traitant ne peut ou ne souhaite pas en bénéficier. Le remboursement par le titulaire s'impute alors sur les sommes qui lui sont dues dès la notification de l'acte spécial.

6.2.2 Partie à prix unitaires sur bons de commande sans minimum supérieur à 50 000 € HT

En application des articles L.2191-2 et L.2191-3 du CCP, une avance pourra être accordée au titulaire du marché et à son sous-traitant à hauteur de 5%.

Conformément à l'article A.11.1 du CCAG-TIC et conformément aux articles R.2191-4, R.2191-13 et R.2191-16, du CCP, lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens de l'article R.2151-13 du CCP, le montant de l'avance est porté à 30%.

Celle-ci est accordée pour tout bon de commande remplissant les conditions prévues à l'article R.2191-16 du CCP.

Conformément à l'article R.2191-5 du CCP, le titulaire du marché ou son sous-traitant peut refuser le versement de l'avance. Il indique dans l'AE (ou le DC4 pour le sous-traitant) s'il accepte ou refuse le versement de l'avance.

En cas d'acceptation de l'avance, son montant est calculé selon les modalités de l'article R.2191-6 et suivants du CCP.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par celui-ci atteint 65 % (et, pour le sous-traitant, 65% du montant des prestations sous-traitées). Le remboursement doit, en tout état de cause, être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du bon de commande (et pour le sous-traitant 80% également).

Si le titulaire qui a perçu l'avance, sous-traite une part de l'exécution du bon de commande postérieurement à sa notification, il doit rembourser la fraction de l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, alors même que le sous-traitant ne peut ou ne souhaite pas en bénéficier. Le remboursement par le titulaire s'impute alors sur les sommes qui lui sont dues dès la notification de l'acte spécial.

6.3 Acompte

Chaque acompte doit faire l'objet d'une demande de versement d'acompte qui devra faire mention des éléments listés à l'article 11.2 du CCAG-TIC dans les conditions des articles R2191-20 à R2191-22 du code de la commande publique.

Ainsi, la **périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois**. Lorsque le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article [R. 2151-13](#), une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée, **ce délai est ramené à un mois sur demande du titulaire du marché**, pour les marchés de fournitures et de services.

Chaque paiement partiel n'obtient son caractère définitif qu'après la levée des réserves des prestations en cause le cas échéant.

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte : l'acompte rémunère un service fait.

6.4 Modalités de facturation

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations.

La dématérialisation des factures est obligatoire pour toutes les entreprises y compris pour les Très Petites Entreprises (TPE). Les factures doivent se conformer aux obligations de l'[article 96 F à 96 I bis inclus du Code Général des Impôts, annexe 3](#).

La facture comprend, outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- date d'émission de la facture ;
- numéro de la facture ;
- Identité du vendeur (nom, adresse, SIREN ou SIRET ou RCS) ;
- n° d'identification TVA ;
- identité de l'acheteur (nom, service, adresse) ;
- la référence du marché ;
- l'objet du marché ;
- n° du bon de commande (sur facture ou dans le champs CHORUS), **pour les prestations sur bon de commande** ;
- le montant HT et TTC à payer et annotée en lettre pour les factures manuscrites ;
- article du CGI (si fournisseur non assujetti à la TVA ou pour prestations non soumises. Dans ce cas, à l'appui, le titulaire doit produire une attestation) ;
- le taux et le montant de la TVA applicable au jour de la facturation ;
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue dans la réponse fournie par les candidats.

Les factures doivent donc être envoyées **sous forme dématérialisée** via l'application Chorus Pro, accessible à l'adresse :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les demandes de paiement / factures dématérialisées, adressées à l'Office Français de la Biodiversité (O.F.B), devront comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'OFB en tant que destinataire de la facture : 130 025 919 00015 ;
- Le numéro du service gestionnaire qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture : VIN
- Le numéro d'engagement. Il se présente selon le format suivant : format xxx/millésime/n° 7 caractères soit : EJ/ORD/MILLESIME/XXXXXXX

Dans le cas où vous n'auriez pas ces informations, vous pourrez les demander au service prescripteur. Pour des informations complémentaires, vous pouvez également consulter le site Communauté Chorus Pro (<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>), dédié à la préparation à la facturation électronique.

6.5 Cession ou nantissement de créance

Le marché pourra être nanti ou cédé dans les conditions fixées aux articles L.2191-8 et R.2191-45 à R.2191-63 du CCP.

Le nantissement ou la cession sera notifié(e) au seul comptable assignataire.

Le Directeur Financier est seul compétent pour fournir les renseignements attendus à :

OFFICE FRANÇAIS DE LA BIODIVERSITE
Madame la Directrice des Finances Adjointe
5 rue de Saint Thibault - Saint Benoist - 78610 AUFFARGIS

6.6 Retenue de garantie

Au titre du présent marché, il n'est pas prévu de retenue de garantie.

ARTICLE 7 : PENALITES

7.1 Calcul des pénalités

Dans le cas de cotraitants pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés, les pénalités sont réparties entre les cotraitants conformément aux indications données par le mandataire. Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du pouvoir adjudicateur à l'égard des autres cotraitants.

Les pénalités indiquées ci-dessous sont, le cas échéant, cumulables entre elles. Elles ne sont pas libératoires et sont indépendantes des éventuelles réfections de prix consécutives aux opérations d'admission.

7.2 Pénalité de retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant est inférieur à 1 000 euros.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-TIC, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 20 % du montant hors taxes de la partie forfaitaire ou du bon de commande selon qu'elle s'applique à une prestation de la partie unitaire ou forfaitaire de l'accord-cadre composite.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC une pénalité de 1/300 par jour calendaire de retard s'applique soit :

- au montant de la part forfaitaire pour tout retard en lien avec une prestation de la phase 1 ;
- au montant du bon de commande en cause pour tout retard en lien avec une prestation de la phase 2.

Cette pénalité est applicable sur chacun des délais de chaque élément de mission indiqué au CCTP, au bon de commande, au mémoire technique.

7.3 Pénalités d'indisponibilité / anomalie bloquante

Il est prévu des pénalités journalières d'indisponibilité / anomalie bloquante sans mise en demeure préalable.

Les dispositions de l'article 14.2 du CCAG-TIC s'appliquent.

Par dérogation à l'article 14.2.6, le seuil d'indisponibilité est fixé à 48 heures pour une maintenance chez le titulaire.

7.4 Pénalités relatives aux prestations de maintenance des anomalies non bloquantes

Lorsque le délai contractuel des dispositions relatives aux opérations de maintenance des anomalies non bloquantes (définies à l'article 4.6.6 du présent CCAP) est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100 € HT par jour calendaire de retard.

7.5 Pénalité pour absences aux réunions

En cas d'absence aux réunions, une pénalité fixée à 100 € sera appliquée par absence.

7.6 Mise à jour des documents

Les mises à jour des documents demandées par le pouvoir adjudicateur, seront à réaliser dans un délai spécifié par ce dernier ou par défaut d'un délai de 15 jours calendaires. Dans le cas de non-

remise du document modifié dans le délai précité, une pénalité forfaitaire, par jour calendaire de retard d'un montant de 25 € sera appliquée.

7.7 Pénalité de retard pour la levée des réserves / délais de garanties

Il est fixé au titulaire un délai pour lever les réserves éventuelles retenues le jour de l'admission des prestations. Ce délai court à compter de la date indiquée par le pouvoir adjudicateur dans la liste de réserves, sans mise en demeure préalable. Sans précision contraire au niveau de la liste des réserves, de la part du pouvoir adjudicateur le délai maximum de levée des réserves est la suivante : 2 semaines.

Au-delà de ce délai, le titulaire subira, par jour calendaire de retard pour la levée de chaque réserve, une pénalité forfaitaire de 50€ HT.

Au cas où ces prestations ne seraient pas réalisées dans le délai précité, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de les faire exécuter aux frais et risques du titulaire sans, toutefois, faire obstacle à l'application des pénalités précitées.

Les mêmes dispositions s'appliquent en cas de retard d'intervention du titulaire pour résoudre les désordres apparus dans le cadre de la mise en œuvre des clauses liées à la garantie.

7.8 Pénalités pour travail dissimulé

En application de l'article L8222-6 du Code du Travail, l'OFB, informé par écrit par un agent de contrôle, de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L8221-3 et L8221-5 du Code du Travail, enjoint aussitôt ce dernier de faire cesser cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure apporte à l'OFB la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai fixé par décret en Conseil d'Etat, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200 € par jour ouvré de retard.

En outre, en application d'un décret le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer dès connaissance du travail dissimulé constaté lors d'un contrôle et ce sans mise en demeure, une majoration de 25% du montant du redressement des cotisations et contributions sociales mises en recouvrement.

Passé un délai de 10 jours ouvrés de retard, l'OFB peut résilier le marché de plein droit aux torts du titulaire dans les conditions prévues l'article 12 (résiliation) du présent document.

ARTICLE 8 : SOUS-TRAITANCE

En cas de sous-traitance, le titulaire se conformera aux exigences de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée ainsi que des articles L2193-1 et suivants et R2193-1 et suivants du CCP.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations qu'à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Le titulaire reste seul et personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché. A ce titre, les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité sont traitées comme des défaillances du titulaire.

Pour chaque sous-traitant présenté postérieurement à la notification du marché, le titulaire doit adresser au pouvoir adjudicateur, en envoi recommandé avec avis de réception postal ou contre récépissé, un dossier de demande comprenant :

- une déclaration mentionnant la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ; le nom, ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ; le montant prévisionnel maximum des sommes à verser directement au sous-traitant ; les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ; les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions de soumissionner.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ou nantissement de créance ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant.

L'acceptation du sous-traitant présenté postérieurement à la notification du marché et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé par le titulaire et le pouvoir adjudicateur (DC4).

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le Titulaire à la résiliation du marché pour faute.

ARTICLE 9 : OBLIGATIONS DES PARTIES CONTRACTANTES

9.1 Obligations du titulaire

9.1.1 Obligation de résultat s'agissant des livrables et des délais

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat dans l'exécution des prestations qui font l'objet du marché.

Cette obligation porte notamment sur les différentes prestations et les délais d'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à faire exécuter les prestations dans les conditions définies par le présent CCAP. Dans le cas où il serait établi que le titulaire n'a pas correctement exécuté les prestations demandées, il prend à sa charge leurs régularisations.

9.1.2 Obligation d'information et de conseil

Le titulaire s'engage à tenir l'OFB informé de manière régulière de l'exécution des prestations.

Le titulaire est le maître d'œuvre de l'ensemble des prestations à fournir. Il lui appartient, notamment, de conseiller l'OFB pendant toute la durée d'exécution du marché, de l'avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir et de manière générale d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

9.2 Obligations de l'OFB

Dès la notification du marché, et pour permettre à l'équipe du titulaire de réaliser les prestations lui incombant dans les délais qui lui sont impartis, l'OFB s'engage à :

- mettre à la disposition du titulaire les informations et documents nécessaires à la réalisation de sa prestation ;
- désigner un représentant chargé de suivre les prestations et de coordonner ses relations avec le titulaire. Le chef de projet est garant du bon déroulement des prestations. Il assure les relations avec le prestataire.

Plus généralement, l'OFB s'engage à maintenir, tout au long de l'exécution des prestations, une collaboration active et régulière avec le titulaire.

ARTICLE 10 : LANGUE

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français. De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera **majoritairement en français, l'usage de l'anglais sera limité aux besoins ponctuels.**

ARTICLE 11 : PROPRIETE INTELLECTUELLE ET PATRIMONIALE

Il est fait ici application des articles 43 à 46 du CCAG de référence.

Conformément, à l'article 46.4 « stipulation communes »,

Exercice des droits :

Pour permettre à l'acheteur d'exercer les droits qui lui sont accordés au titre du marché, le titulaire livre spontanément et au fur et à mesure de l'exécution des prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours du marché, tels que :

Pour les logiciels :

- les codes exécutables ;
- la documentation, les documents de cadrage et suivis de projet sous format numérique (support magnétique, optique ou supports de stockage électronique) ;
- les codes sources et la documentation associée des résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards lorsque ces connaissances antérieures standards sont placées

sous une licence le permettant telle qu'une licence libre/open-source, sont livrés simultanément à la remise du code objet sous la forme d'un ou plusieurs supports électroniques contenant le code générateur, ainsi que l'ensemble des informations nécessaires à toute prestation ultérieure destinée à assurer la maintenance, y compris évolutive de ces éléments.

ARTICLE 12 : RESILIATION

Seules les dispositions du chapitre 8 (articles 47 à 54) du CCAG-TIC, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

ARTICLE 13 : ATTESTATIONS FISCALES ET SOCIALES, TRAVAILLEURS ETRANGERS

Le titulaire produit préalablement à la notification du présent marché et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution, les documents mentionnés à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les certificats fiscaux et sociaux légalement exigibles sont transmis avant notification du présent marché et renouvelés suivant les périodicités légales aux membres du groupement.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>

Lorsqu'il contrevient à ces dispositions, après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire peut faire l'objet d'une décision de résiliation du marché ses torts sans qu'il puisse prétendre à une indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un (1) mois à compter de la notification de mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

La pénalité de retard peut être appliquée au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise.

ARTICLE 14 : EVOLUTIONS DE LA SOCIETE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-TIC, le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur, les modifications portant sur sa situation juridique et/ou économique survenant au cours de l'exécution du marché.

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, la poursuite de l'exécution ou la résiliation du marché se dérouleront conformément aux prescriptions légales et réglementaires en vigueur.

La résiliation du marché consécutivement à une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 15 : ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG-TIC, le titulaire :

- doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.
- doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent marché et avant tout commencement d'exécution de celui-ci, qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

A cet effet, il doit fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation comprenant notamment les conséquences pécuniaires encourues en cas de dommages corporel ou matériels causés lors de l'exécution du contrat.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 16 : DIFFERENDS

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Conformément au chapitre 9 du CCAG-TIC les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable soit de leur propre initiative, soit en faisant appel au Comité consultatif national de règlement amiable des différends (CCNRA) relatifs aux marchés passés par les établissements publics de l'Etat (articles R.2197-1 à R.2197-12 et D.2197-13 à D.2197-22 du CCP)² :

Direction des Affaires Juridiques
Sous-direction de la commande publique
Bureau économie, statistiques et techniques de l'achat public
Bâtiment Condorcet - 6 rue Louise WEISS
Télédoc 353 - 75703 PARIS Cedex 13
Téléphone : 01.44.97.03.20
Courriel : ccnra@finances.gouv.fr

Ce dernier peut être saisi de tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou des prestations objet du marché.

Conformément aux articles R.2197-23 et R.2197-24 du CCP, en cas de différend concernant l'exécution des marchés publics, le recours au Médiateur des entreprises dont l'intervention est possible et gratuite³ .

En cas d'échec de la tentative amiable, les parties pourront recourir à la transaction telle que définie aux articles 2044 et suivants du Code civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tous recours ultérieur pour le même objet.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

A défaut, le tribunal administratif de Melun est seul compétent.

Tribunal Administratif de Melun 43, rue du Général de Gaulle - Case postale n° 8630 77008 Melun Cedex Téléphone : 01 60 56 66 30 Courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr Site internet : https://melun.tribunal-administratif.fr/

² La saisine du Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends relatifs aux marchés publics, ainsi que son instruction, est gratuite.

³ <https://www.mieist.finances.gouv.fr/>

ARTICLE 17 : DEROGATION AU CCAG-TIC

Les dérogations sont les suivantes :

Articles du CCAP	Articles du CCAG-TIC
4.4 Remplacement des intervenants	3.4.3
4.6 Vérification et admission	29
4.6.1 Vérification d'aptitude	33.2.1
4.6.2 Vérification service régulier	32.4
4.6.5 Présence du titulaire	30.3
5.3 Clause de réexamen	5.2.2, 6.2, 7.2 et 48.1
7.2 Pénalité de retard	14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3
7.3 Pénalités d'indisponibilité / anomalie bloquante	14.2.6